

LA LETTRE DU HERISSON**bimensuel****15 Dec 1986****sommaire**

EDITORIAL	P. 3/4
ENERGIE	NUCLEAIRE: DECLARATION COMMUNE	P. 5
MANIFESTATIONS	QUEL AVENIR POUR LES ZONES HUMIDES..	P. 5
LEGISLATION	P. 6/7/8
LE DOSSIER	ANNEE AUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT.	P. 9 à 18
EUROPE	QU'EST CE QUE LE FEDER ?	O. 19/20
	BEE: NECESSITE D'UNE ACTION COMMU NAUTAIRE POUR PREVENIR LES FUTURES CATASTROPHES "SANDOZ"	P. 21
FAUNE	MORTALITE ANORMALE DE LIEVRES	P. 21
PUBLICATIONS	LE TOMBOLO DE GIENS ET LES MARAIS ENVIRONNANTS	P. 21
	LA LOUTRE EN VEDETTE	P. 21
TOURISME	VAUJANY : UN PROJET INJUSTIFIABLE UN DANGER POUR L'ENVIRONNEMENT.....	P. 22
JUSTICE	MOTOCROSS ET SEPANI : SUCCES AU TRIBUNAL	P. 22
VIE ASSOCIATIVE	AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE	P. 23
	SEJOUR ET STAGES NATURE	P. 23
	LES ASSOCIATIONS FONCIERES DE PROTEC- TION DU PATRIMOINE NATUREL.....	P. 24
ANNONCES	P. 24/25
FORMATION	DIVERSIFICATION DE RESSOURCES.....	P. 25
	STAGES SORTIES SEJOURS NATURE	P. 25
	FABRIQUEZ VOTRE LIVRE D'OR	P. 25
ETRANGER	RDA : COMMENT ON PROTEGE L'ENVIRON- NEMENT	P. 26

POUR LES PLUS GRANDS...



TAIS-TOI ET VOLE ! Denis Clavreul

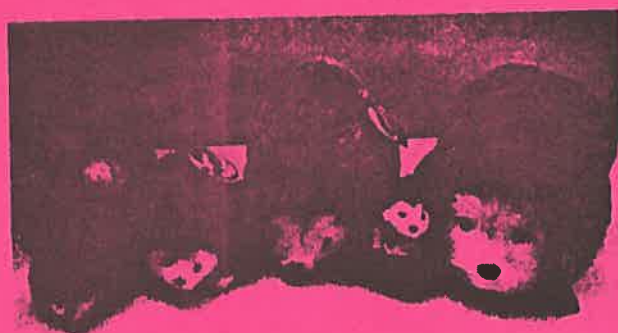
Pourquoi les oiseaux migrent-ils ?
Quand décident-ils de partir et
pourquoi certains d'entre eux
voyagent-ils en famille, d'autres
« en solitaire », d'autres encore
« entre hommes » ?
Denis Clavreul qui a étudié ce phé-
nomène avec passion, a voulu le
faire vivre « en direct » en laissant
parler les oiseaux eux-mêmes.

67 pages. Bande dessinée, noir et
blanc.

Réf. 922

50 F

OU LES PLUS PETITS...



HERISSONS EN PELUCHE

- Petit couché L 10 cm 35 F Réf. 923
- Moyen couché L 16 cm 70 F Réf. 924
- Grand couché L 25 cm 100 F Réf. 925
- En boule H 11 cm 45 F Réf. 926
- Marionnette H 18 cm 130 F Réf. 927
- Range-pygama L 33 cm 140 F Réf. 928

PARTICIPATION AUX FRAIS D'ENVOI (port et emballage)

Pour une commande	inférieure ou égale à 50 F	12 F
"	"	25 F
"	de 50 à 200 F	30 F
"	de 201 à 350 F	35 F
"	de 351 à 500 F	port gratuit
"	supérieure à 500 F	

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : M. Y. BENASSI

Responsables de la publication : P. DELACROIX et J.P. LE DUC

Secrétaire de rédaction : Sophie CHALANDRE

Secrétariat : Jeanine LOISEAUX

Maquette : Frédéric

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES- 8, villa des
Fleurs - 92400 COURBEVOIE

QUOI DE NEUF ?

SOUVENT, LA RENCONTRE D'UN FONCTIONNAIRE PROVOQUE LA QUESTION "QUOI DE NEUF?" ET TOUT AUSSI SOUVENT ON NE SAIT QUOI RÉPONDRE.

POURTANT DU NEUF, CE N'EST PAS CELA QUI MANQUE, MAIS LE PROBLÈME EST QU'IL Y EN A TROP.

IL N'EXISTE PAS UNE JOURNÉE SANS SON LOT DE MAUVAISES NOUVELLES. UN DÉCLASSEMENT DE PARC NATIONAL À L'ÉTUDE (1), UN PROJET DE PARC BLOQUÉ (2), UN PROJET DE PORT SUR UNE ÎLE ISOLÉE (3), UNE POLLUTION (4), DES GESTIONNAIRES DE LA FAUNE (5) QUI ONT PRIS DES GRUES POUR DES CANARDS SAUVAGES (6), UNE TRAVERSÉE DE LA FORÊT GUYANAISE PAR UN RALLYE PARIS DAKAR (7) ET POUR FAIRE BON POIDS, UN SUPER RALLYE DES NEIGES DANS LE JURA, UN VILLAGE DE VACANCES SUR UNE AIRE DE PERCNOPTÈRE, LES EXPOSITIONS DES FRÈRES DURAND (8), UN NOUVEL ENTREPÔT DE PRODUIT CHIMIQUE DANGEREUX DÉCOUVERT, UNE FUITE DE PYRALÈNE (9), UN NOUVEAU PESTICIDE EXPÉRIMENTÉ (10) POUR NE CITER QUE LES PLUS RÉCENTS

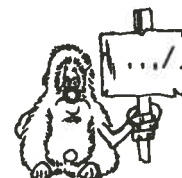
EN PLUS, IL FAUT S'OCCUPER DES PROJETS DE LONGUE LUTTE (TGV, TERRE ADÉLIE, TUNNEL TRANSMANCHE, PROGRAMME EPALA), DES CAMPAGNES D'AVENIR (ANNÉE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT, SAUVEGARDE DE LA LISTE D'ESPÈCES PROTÉGÉES (11), POLITIQUE AGRICOLE) ET DES PROGRAMMES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC ET DE LA FORMATION.

À CÔTÉ DE CELA, QUELQUEFOIS UNE BONNE NOUVELLE, UN ARRÊTÉ PRÉFECTORAL SUPPRIMANT LE CLASSEMENT D'UN BIOTOPE, CASSÉ PAR UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF (12), DES PROCÈS VERBAUX CONTRE DES TRAFICANTS D'ANIMAUX (13), UN COLLOQUE QUI CONNAÎT UN GRAND SUCCÈS (14), UN MÉCÈNE QUI VEUT CONTRIBUER À SAUVER UNE ESPÈCE (15) MAIS CELA EST RARE.

ALORS, QUOI DE NEUF ? COMMENT FAIRE UNE HIÉRARCHIE ? LES PROBLÈMES SONT NOMBREUX ET TELLEMENT DISPARÂTRES. LA NOUVEAUTÉ, C'EST SURTOUT QUAND LA PRESSE NATIONALE TRAITE D'UN CAS SUR LEQUEL NOUS DÉPENSONS NOTRE ÉNERGIE. CES JOURS-LÀ, ON N'EST PLUS DES TRAVAILLEURS DE L'OMBRE. ON A TOUT D'UN COUP L'IMPRESSION DE S'OCCUPER DE PROBLÈMES SÉRIEUX.

POURTANT, SI L'ON FAISAIT LA SOMME DES HEURES QUE LES BÉNÉVOLES DES ASSOCIATIONS DE LA FFSPN DÉPENSAIENT POUR DÉFENDRE LE PATRIMOINE NATUREL DE TOUS LES FRANÇAIS, LE CHIFFRE SERAIT IMPRESSIONNANT. NOUS LE SAVONS MAIS NOUS SOMMES PRATIQUEMENT LES SEULS.

LES MINISTRES SUCCESSIFS SE SONT PLU À DÉCLARER QUE LES ASSOCIATIONS ÉTAIENT LE RELAIS INDISPENSABLE DES ACTIONS DU MINISTÈRE. CERTAINS (L'ACTUEL ET LE PRÉCÉDENT) ONT MÊME ASSIMILÉ LES ASSOCIATIONS À LEURS SERVICES EXTÉRIEURS. CE QUI SERAIT NEUF, C'EST QUE LE MINISTRE SOIT LE RELAIS DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT.



ON PARLE BEAUCOUP DE CONCERTATION CES TEMPS DERNIERS. NE NOUS PLAIGNONS PAS, LE DIALOGUE EXISTE AVEC LE MINISTRE ET SON CABINET. C'EST BIEN, BEAUCOUP DE DÉCISIONS MALENCONTREUSES SONT AINSI ÉVITÉES MAIS CELA NE SUFFIT PAS. ON ÉVITE DE NE PAS TROP RECULER, C'EST DÉJÀ CELA, MAIS NOUS VOUDRIONS AVANCER!

L'OPINION PUBLIQUE ? LES ASSOCIATIONS PEUVENT AGIR, ELLES LE FONT, ET ELLES LE FERONT DE MIEUX EN MIEUX. MAIS LE GOUVERNEMENT, C'EST AU MINISTRE DE S'EN CHARGER. QU'IL ENTREPRENNE DE SENSIBILISER SES COLLÈGUES (À COMMENCER PAR CELUI DE L'ÉQUIPEMENT !). IL EST JEUNE, PLEIN DE BONNE VOLONTÉ, QU'IL NOUS MONTRE DONC QU'IL EST CAPABLE DE FAIRE PRENDRE EN COMPTE LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL PAR DES MINISTRES QUI DISPOSENT DES CRÉDITS POUR LE DÉTRUIRE (SAUF QUELQUES CAS DÉSESPÉRÉS, À L'IMPOSSIBLE, NUL N'EST TENU).

SI MONSIEUR CARIGNON ARRIVAIT À ATTEINDRE CET OBJECTIF, ALORS À L'HABITUELLE QUESTION "QUOI DE NEUF?" NOUS POURRIONS RÉPONDRE "NOUS AVONS UN SUPER MINISTRE".

J.P. LE DUC
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- (1) PARC NATIONAL DES PYRÉNÉES
- (2) PARC NATIONAL DE GUADELOUPE
- (3) ÎLE DE CLIPPERTON. LES CRAINTES QUI NOUS AVIONS (CF LETTRE DU HÉRISSEON N° 47 DU 15 JUIN) SE RÉVÈLENT FONDÉES
- (4) IMPOSSIBLE À DÉTAILLER, CET ÉDITORIAL DEVIENDRAIT FASTIDIEUX
- (5) NOUVELLE APPELLATION POUR LES CHASSEURS
- (6) PARDON POUR DES "OIES SAUVAGES"
- (7) EN JUILLET 87
- (8) ON POURRAIT DIRE "9 ANS APRÈS, LES DURAND CIRCULAIENT TOUJOURS"
- (9) AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE
- (10) DES MILLIERS DE LIÈVRES SONT MORTS PROBABLEMENT À CAUSE D'UN PRODUIT ANTI-LIMACES. IL N'Y A PROBABLEMENT PAS QUE CETTE ESPÈCE MAIS LE RESTE NE SE CHASSANT PAS, ON NE SAIT PAS GRAND'CHOSE. AU FAIT, ON POURRAIT AUSSI SE PENCHER SUR LES MILLIERS DE LIÈVRES MORTS DEPUIS L'OUVERTURE DE LA CHASSE PAR INTOXICATION AU PLOMB DE CHASSE. (CF PAGE 2)
- (11) PARCE QUE CELA REPART : NOS ESPÈCES ANIMALES SÉRAIENT TROP PROTÉGÉES, NOUS REVIENDRONS PROCHAINEMENT SUR CETTE AFFAIRE.
- (12) BIOTOPE DU CEBRON (DEUX SÈVRES)
- (13) EN UN MOIS, L'ACTION DE LA FFSPN AURA PERMIS DE FAIRE CONSTATER DES INFRACTIONS SUR 5 DES PLUS GROS TRAFICANTS FRANÇAIS. C'EST L'ABOUTISSEMENT D'UN AN ET DEMI DE TRAVAIL.
- (14) COLLOQUE AGRICULTURE DE TOULOUSE
- (15) LA MAISON DE VALÉRIE QUI CONTRIBUE À SAUVER L'OURS.



NUCLEAIRE : DECLARATION COMMUNE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FFSPN A DECIDE DE CO-SIGNER LE TEXTE CI-DESSOUS, DONT L'INTERET, EN MATIERE D'INFORMATION, N'ECHAPPERA PAS A NOS ASSOCIATIONS.

Déclaration commune d'associations, de mouvements, de partis et de revues concernant l'INFORMATION IMMEDIATE des POPULATIONS en cas d'accidents nucléaires ou de situations d'urgence radiologique et la DIFFUSION IMMEDIATE de consignes de protection et de soins à l'usage des POPULATIONS.

Les associations, mouvements, partis et revues, soussignés, sont conscients de l'importance des effets imputables à la catastrophe de TCHERNO-BYL.

Les médias nous ont appris que, le 26 septembre 1986, les représentants de 51 Etats sur les 94 présents, (113 Etats étant inscrits), membres de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), réunis à Vienne, avaient adopté deux conventions et une résolution finale.

La première convention oblige tout Etat signataire à avertir "sans délai" les Etats voisins qui pourraient être physiquement touchés par les rejets radioactifs.

La seconde convention concerne l'assistance mutuelle entre Etats signataires en cas d'accidents nucléaires ou de situations d'urgence radiologique.

La résolution finale réaffirme la responsabilité de chaque Etat engagé dans des activités nucléaires.

Il ressort que ces deux conventions et de cette résolution que, seuls les Etats seront concernés si surviennent d'autres accidents nucléaires ou des situations d'urgence radiologique, éventuellement transfrontaliers.

Il n'est fait mention nulle part d'obligations des Etats envers les Populations, tant en ce qui concerne l'information qui leur est due, que les mesures de protection et de soins dont elles devraient IMMEDIATEMENT bénéficier.

Nous demandons en conséquence à nos gouvernements respectifs de s'engager à publier immédiatement, de jour comme de nuit, par la radio, la télévision et toutes les agences de presse tous les renseignements utiles concernant les accidents nucléaires et les situations d'urgence radiologique visés par la première convention DANS LE MEME TEMPS QUE SERONT AVERTIS LES PAYS VOISINS ET L'AIEA.

Nous demandons également à nos gouvernements respectifs que des consignes de protection et de soins à l'usage des Populations soient immédiatement rédigées et diffusées et rappelées en cas d'accidents nucléaires ou de situations d'urgence radiologique dès les premières informations données par la radio, la télévision et toutes les agences de presse sans attendre que soient appliquées les mesures prévues par la seconde convention.

Enfin, nous demandons à nos gouvernements respectifs de répondre à notre présente déclaration commune.



QUEL AVENIR POUR LES ZONES HUMIDES DE LORRAINE ?

Au début du mois de mai 87, se déroulera à Sarrebourg tout un ensemble de manifestations centrées sur le thème du Pays des Etangs. Le projet se compose essentiellement de 2 rubriques, destinée chacune à un public différent :

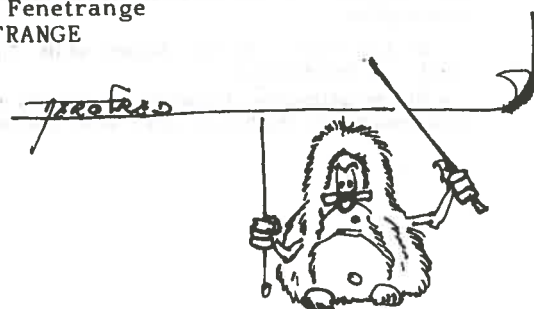
- un temps de réflexion, sous la forme d'un colloque intitulé : " Aménagements et équilibres naturels au Pays des Etangs de Lorraine dans le contexte européen".

- l'aspect grand public, regroupé sous le terme générique de "Culture et Environnement", comportant des expositions, conférences, spectacles, etc.

Pour tout renseignement :

P. SORNETTE

Château de Fenetrangle
57930 FENETRANGE





MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

ENVIRONNEMENT

Décret n° 86-1059 du 19 septembre 1986 modifiant les décrets n° 66-699 et 66-700 du 14 septembre 1966 modifiés relatifs aux comités de bassin et aux agences financières de bassin

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiée par les lois n° 74-1114 du 27 décembre 1974 et n° 84-602 du 13 juillet 1984, notamment ses articles 13 et 14 ;

Vu le décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 relatif aux comités de bassin créés par l'article 13 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, modifié par les décrets n° 74-283 du 8 avril 1974, n° 75-998 du 28 octobre 1975 et n° 80-302 du 25 avril 1980 ;

Vu le décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 relatif aux agences financières de bassin créées par l'article 14 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, modifié par les décrets n° 74-284 du 8 avril 1974 et n° 75-998 du 28 octobre 1975 ;

Vu le décret n° 65-749 du 3 septembre 1965 portant création du Comité national de l'eau, modifié par les décrets n° 69-256 du 15 mars 1969 et n° 77-150 du 7 février 1977 ;

Vu le décret n° 68-335 du 5 avril 1968 modifié relatif à la coordination interministérielle dans le domaine de l'eau ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 30 octobre 1985 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 15 novembre 1985 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} du décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. - Le Premier ministre détermine par arrêté, après avis du Comité national de l'eau, le bassin ou groupement de bassins qui constitue la circonscription de chacun des comités de bassin prévus par la loi du 16 décembre 1964 modifiée susvisée.

« Il fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins le siège du comité.

« Le nombre des membres des comités de bassin est fixé comme suit :

REPRESENTANTS Bassins	REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES	USAGERS et personnes compétentes	ETAT	MILIEUX socio- professionnels	TOTAL
Adour - Gironne.....	6	18	6	30	18	6	84
Artois - Picardie.....	3	17	5	25	14	2	66
Loire - Bretagne.....	8	28	6	42	22	8	114
Rhin - Meuse.....	3	14	5	22	14	3	61
Rhône - Méditerranée - Corse.....	6	28	6	40	21	6	107
Seine - Normandie.....	7	25	6	38	20	7	103

« Des arrêtés du ministre chargé de l'environnement déterminent compte tenu des caractéristiques propres à chaque circonscription :

« a) Les régions et les départements représentés et leur nombre de représentants ;

« b) Les catégories d'usagers représentés et le nombre des représentants de chaque catégorie ainsi que le nombre des per-

sonnes compétentes, qui ne peut être supérieur au tiers du nombre des représentants des usagers ;

« c) La liste des ministres et des commissaires de la République représentant l'Etat au comité de bassin.

Art. 2. - L'article 2 du décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. - A. - Les représentants de chaque région représentée sont élus par le conseil régional ;

« Les représentants de chaque département représenté sont élus par le conseil général ;

« Les représentants des communes sont désignés par l'association des maires de France.

« Peuvent être désignés ou élus les membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ou d'établissements publics compétents dans le domaine de l'eau.

« Un arrêté du ministre de l'intérieur détermine les modalités d'application des alinéas ci-dessus.

« B. - Le commissaire de la République de la région où le comité de bassin a son siège invite les organismes ou groupements représentatifs des catégories d'usagers mentionnées à l'article 1^{er} à lui faire connaître les noms du ou des représentants des usagers désignés comme membres du comité.

« C. - Les personnes compétentes sont proposées à l'agrément du ministre chargé de l'environnement par le commissaire de la République de la région où le comité a son siège, après consultation des commissaires de la République représentant l'Etat au comité.

« D. - L'Etat est représenté par les représentants désignés, *ès qualités*, ou nominativement, par les ministres mentionnés à l'arrêté prévu à l'article 1^c, ainsi que par les commissaires de la République mentionnés au même arrêté, ou leurs représentants.

« E. - Les représentants des milieux socio-professionnels sont désignés par le ministre chargé de l'environnement sur proposition des comités économiques et sociaux des régions représentées au comité de bassin, à raison d'un délégué par région représentée.

« Des suppléants sont désignés en nombre égal à celui des membres titulaires et dans les mêmes conditions, sauf en ce qui concerne les représentants des commissaires de la République. »

Art. 3. - L'article 4 du décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. - La liste des membres fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'environnement publié au *Journal officiel*. »

Art. 4. - L'article 8 du décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. - Le comité élit tous les trois ans un président et un vice-président. Le président est élu soit parmi les représentants des collectivités territoriales soit parmi les représentants des usagers et les personnes compétentes, soit parmi les représentants désignés par l'Etat au titre des milieux socio-professionnels. Le vice-président est choisi dans l'une des deux catégories ci-dessus à laquelle le président n'appartient pas.

« Les représentants désignés par l'Etat ne prennent pas part à ces votes, à l'exception de ceux désignés au titre des milieux socio-professionnels. »

Art. 5. - L'article 9 du décret n° 66-699 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. - Le comité se réunit sur convocation de son président et au moins une fois par an.

« Il est obligatoirement convoqué dans le mois suivant la demande du ministre chargé de l'environnement. Le président arrête l'ordre du jour des travaux et fixe la date des séances.

« Le secrétariat du comité est assuré par le commissaire de la République de la région où le comité a son siège, ou par une personne désignée par lui.

« Des rapporteurs désignés par le président sont chargés de l'étude et de la présentation des affaires inscrites à l'ordre du jour. Ils sont choisis à l'intérieur ou à l'extérieur du comité.

« Le président du conseil d'administration, le commissaire du Gouvernement et le directeur de l'agence financière de bassin assistent de droit aux séances du comité avec voix consultative.

« Toute personne qualifiée peut être appelée par le président à participer aux travaux du comité avec voix consultative. »

Art. 6. - Le deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La tutelle de l'agence est exercée par le ministre chargé de l'environnement qui désigne à cet effet un commissaire du Gouvernement. Le ministre consulte en tant que de besoin la mission interministérielle de l'eau. »

Art. 7. - L'article 5 du décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. - Le conseil d'administration de l'agence est constitué, outre le président, de vingt-cinq membres nommés ou élus pour six ans :

« 1^o Huit représentants des collectivités territoriales choisis par et parmi les membres représentant les collectivités territoriales au comité de bassin, sans que cette désignation puisse porter effet au-delà de la durée du mandat dont ils sont investis au comité de bassin ;

« 2^o Huit représentants des différentes catégories d'usagers choisis par et parmi les membres représentant ces catégories d'usagers au comité de bassin, dont au moins un représentant d'une association de pêche et de pisciculture ou d'une autre association agréée de protection de la nature et de l'environnement ou d'une association de consommateurs ;

« 3^o Huit représentants de l'Etat, soit :

« - un représentant du ministre chargé du budget ;

« - un représentant du ministre chargé de l'industrie ;

« - un représentant du ministre chargé de l'équipement ;

« - un représentant du ministre chargé de l'intérieur ;

« - un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;

« - un représentant du ministre chargé de l'environnement ;

« - un représentant du ministre chargé de la santé ;

« - un représentant du ministre chargé de la mer auquel se substitue pour l'agence de bassin Rhin-Meuse un représentant du ministre chargé des affaires étrangères ;

« 4^o Un représentant du personnel de l'agence financière de bassin et un suppléant élus par le personnel de l'agence sur proposition des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au comité technique paritaire de l'agence ;

« La liste des membres des conseils d'administration fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'environnement publié au *Journal officiel* ;

« Le président est nommé pour trois ans par décret ;

« Le conseil élit pour trois ans deux vice-présidents choisis parmi les représentants des collectivités territoriales ou des usagers au conseil d'administration. »

Art. 8. - Le dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 66-700 du 14 septembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le directeur, le commissaire du Gouvernement, le contrôleur financier et l'agent comptable participent aux travaux du conseil d'administration avec voix consultative. Le directeur peut se faire assister de toute personne de son choix. »

Art. 9. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, le ministre de l'agriculture, le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales, le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports, le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille, et le secrétaire d'Etat à la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 septembre 1986.

JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement,

ALAIN CARIGNON

ENVIRONNEMENT

Décret n° 86-1238 du 2 décembre 1986 modifiant le décret n° 86-573 du 14 mars 1986 portant statut des gardes de la chasse et de la faune sauvage

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et du ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement,

Vu la loi n° 83-841 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois ;

Vu le décret n° 86-573 du 14 mars 1986 portant statut des gardes de la chasse et de la faune sauvage ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central de l'Office national de la chasse en date du 17 septembre 1986,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 14 mars 1986 susvisé est modifié comme suit :

L'expression « assurent les missions » est remplacée par « assurent des missions ».

Art. 2. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article 2 du décret du 14 mars 1986 susvisé sont remplacés comme suit :

« Ces gardes assurent, sur toute l'étendue des circonscriptions pour lesquelles ils sont assermentés, la recherche et la constatation des infractions à la police de la chasse. Ils sont habilités à exercer les mêmes fonctions à l'égard de la pêche fluviale et de la protection de la nature.

« Ils participent :

« 1^o A des actions techniques ou de vulgarisation, enquêtes ou missions cynégétiques se rapportant à l'activité normale de l'Office national de la chasse et des fédérations départementales des chasseurs ;

« 2^o A des missions complémentaires, notamment en ce qui concerne la prévention, la défense et la lutte contre les incendies dans les massifs boisés, landes et maquis ;

« 3^o A la destruction des animaux nuisibles, sous réserve de l'assentiment de la personne détentrice du droit de destruction ;

« 4^o A l'information et à la formation. »

Art. 3. - L'article 8 du décret du 14 mars 1986 susvisé est remplacé comme suit :

« Les gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage sont affectés par le directeur de l'Office national de la chasse selon les besoins du service :

« 1^o Dans les services techniques de l'établissement, notamment dans les réserves ;

« 2^o Dans les brigades mobiles d'intervention ;

« 3^o Dans les services départementaux placés auprès des fédérations départementales des chasseurs sous l'autorité de leurs présidents. A cet effet une convention est passée entre les dites fédérations et l'Office national de la chasse, conforme au modèle approuvé par arrêté du ministre chargé de la chasse. »

Art. 4. - Le premier alinéa de l'article 13 du décret du 14 mars 1986 susvisé est remplacé comme suit :

« Le garde en service est obligatoirement porteur, pour sa défense, d'une arme à feu qui lui est fournie au moment de sa nomination. Il est responsable de cette arme qu'il doit maintenir en parfait état de fonctionnement. »

Art. 5. - Le premier alinéa de l'article 22 du décret du 14 mars 1986 susvisé est remplacé comme suit :

« Le directeur de l'Office national de la chasse attribue annuellement à chaque garde une note et une appréciation générale faisant ressortir sa valeur professionnelle et sa manière de servir sur proposition du président de la fédération départementale des chasseurs en ce qui concerne les gardes affectés dans les services départementaux. »

Art. 6. - A l'article 29 du décret du 14 mars 1986 susvisé, la mention « mutualité sociale agricole » est remplacée par « sécurité sociale ».

Art. 7. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article 37 du décret du 14 mars 1986 susvisé sont remplacés comme suit :

« En ce qui concerne les gardes affectés dans les services départementaux placés auprès des fédérations départementales des chasseurs, un arrêté conjoint du ministre chargé de la chasse et du ministre chargé du budget définit les modalités de répartition des charges entre l'Office national de la chasse et les dites fédérations. »

Art. 8. - A la fin du premier alinéa de l'article 40 du décret du 14 mars 1986 susvisé est ajouté le terme « national ».

Art. 9. - Le premier alinéa de l'article 41 du décret du 14 mars 1986 susvisé est remplacé comme suit :

« Peuvent être intégrés par concours spécial dans un emploi de garde de 2^e classe :

« 1^o Les personnels de l'Office national de la chasse recrutés en qualité d'agent technique par contrat à durée déterminée et en fonctions à la date de publication du présent décret ;

« 2^o Les candidats à un emploi de garde-chasse de l'Office national de la chasse ayant satisfait, antérieurement à la promulgation de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983, au contrôle de leurs connaissances générales prévu au deuxième alinéa de l'article 11 du décret n° 77-898 du 2 août 1977 et dont le recrutement n'a pu intervenir en application des dispositions du premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1983 précitée. »

Art. 10. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 décembre 1986. JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

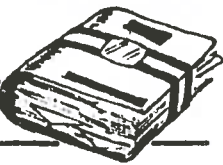
Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement,
ALAIN CARIGNON

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,
ÉDOUARD BALLADUR

Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports,
PIERRE MÉHAIGNERIE

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan,
HERVÉ DE CHARETTE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget,
ALAIN JUPPÉ



CE DOCUMENT EST EXTRAIT DU DOSSIER
DE PRESSE DIFFUSE LORS DE LA CONFÉ-
RENCE DE PRESSE DU 3 DECEMBRE 1986
SUR LE THEME : ANNEE EUROPEENNE DE
L'ENVIRONNEMENT.

1 - UNE ANNEE PLACEE SOUS LE SIGNE DE L'ENVIRONNEMENT. POURQUOI ?

Parce que les éco-systèmes et les pollutions n'ont pas de frontières, les européens doivent être solidaires pour gérer l'environnement. Les catastrophes récentes le font apparaître à l'évidence. Mais l'environnement doit aussi être suivi au quotidien, si l'on veut éviter la dégradation de la qualité de la vie.

En 1986, l'environnement entre pour la première fois en toutes lettres dans les traités européens. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, ne peuvent pas toujours être résolus à l'échelle nationale. Une coopération et des mesures internationales s'imposent.

Au-delà des directives et règlements et afin que soit assurée une pleine participation des populations et des différents acteurs économiques et sociaux, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des douze pays européens ont demandé à la Commission Européenne et à chaque pays ensemble, de préparer et d'organiser l'Année Européenne de l'Environnement.

2 - L'ANNEE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT.

Elle aura lieu du 21 mars 1987 au 21 mars 1988; il s'agit d'une opération à effets durables.

Ce qui sera mis en oeuvre portera ses fruits jusqu'à l'an 2000.

Elle créera aussi une véritable citoyenneté européenne : celle-ci progresse pas à pas, en respectant les différences, mais aussi, en créant des solidarités. Le passeport est un symbole; l'environnement est un terrain fertile pour la citoyenneté européenne.

SES INSTANCES :

L'organisation de l'Année Européenne relève de trois Comités :

- **Un Comité d'Honneur** composé d'une personnalité par pays. Pour la France, Robert **POUJADE**.
- **Un Comité Directeur Européen** présidé par le Commissaire chargé de l'environnement, Clinton **DAVIS**, réunissant les présidents des Comités Nationaux et des représentants du Parlement Européen, ainsi que de diverses organisations (syndicats, industries, Bureau Européen de l'Environnement, etc...).
- **Des Comités Nationaux** qui ont pour tâche de coordonner dans chacun des douze pays les actions envisagées pour cette Année.
Le Comité Français, constitué en juin dernier est présidé par Madame Simone **VEIL** ; il réunit une quarantaine de représentants d'horizons divers : élus, députés du Parlement Européen, collectivités locales, membres d'associations, représentants des milieux scientifiques, industriels, bancaires et de la communication. Dix départements ministériels y sont associés.

Les Présidents de Région ont été invités par Madame **VEIL** à apporter leur concours à l'Année Européenne.

SES OBJECTIFS :

L'Année Européenne de l'Environnement se déroulera à trois niveaux :

- **Au plan communautaire**, elle devrait être l'occasion de faire de nouvelles propositions visant à renforcer l'action environnementale européenne, à partir d'un bilan à livre ouvert, de l'acquis dans ce domaine, des réussites, mais aussi des lacunes.

Concrètement dès 1987 les fonds communautaires (FEOGA, FEDER, FSE)* participeront aux investissements à fortes connotations environnementales, proposés par chacun des membres.

- Au plan international, l'Europe renforcera tout au long de l'année 1987, le dialogue avec l'Afrique et la Méditerranée, à travers une réunion entre les ministres européens et africains, et la publication du "Plan Méditerranée + 30".
- Au plan national, les campagnes de l'Année Européenne sensibiliseront les populations à l'idée que l'Europe c'est chacun de nous. A partir de ce thème fédérateur, on peut créer ici une véritable citoyenneté européenne.

SES ACTIONS :

L'Année Européenne de l'Environnement se voit d'avantage chef d'orchestre que maître d'oeuvre. A chacun des douze pays de la C.E.E. de favoriser les initiatives des collectivités, des entreprises, des associations, des particuliers.

C'est ainsi que trois concours pour un meilleur environnement seront organisés dans chaque pays.

- Un concours à l'intention des industries de la Communauté
- Un concours "un environnement de qualité pour l'Europe" à l'intention des collectivités locales
- Un concours dans les écoles.

Les règlements de ces concours seront disponibles en janvier 1987.

* FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
FSE : Fonds Social Européen.

En 1982, un sondage d'opinion avait été effectué sur le thème de l'environnement dans les différents pays de la Communauté. Ce sondage faisait état, à la fois de l'opinion de l'Européen moyen et de l'opinion des populations de chaque pays.

Un nouveau sondage a été réalisé dans les douze Etats : près de 12 000 personnes ont été interrogées entre mai et avril 1986. Les résultats de cette enquête réalisée par 12 instituts de sondage, sous la coordination de "Faits et Opinions", à la demande de la Commission des Communautés Européennes, seront rendus public le 5 décembre 1986. Il sera disponible au Bureau de Presse des Communautés Européennes-16, rue des Bellefeuilles - 75016 PARIS, à partir de 16 heures 30 le 5 décembre (téléphone : 45 01 58 85).

Par rapport à 1982, la sensibilité des Européens aux problèmes de l'environnement en 1986 s'est accentuée sur certains sujets, tels que la protection des paysages, l'eau et l'air ; elle a par contre reculé sur le thème du bruit.

L'avenir de l'environnement au plan national et international est un sujet d'inquiétude pour les Européens. En tête des préoccupations, les déchets industriels et les produits chimiques dangereux, la pollution de l'eau douce et marine. Viennent en suite les modifications du climat et la disparition des espèces.

Aucun pays ne se détache de façon marquante quant aux opinions exprimées sur l'écologie, l'environnement ou les risques. Tout au plus peut on remarquer que les pays à faible PNB (Espagne, Grèce, Italie, Portugal) manifestent une préoccupation plus forte que les autres, en particulier vis-à-vis de leur environnement local.

LA FRANCE SOUS LE SIGNE DE L'ANNEE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT.

1 - ETRE EUROPEEN EN FRANCE

Etre européen et de plus en plus européen ne veut pas dire que chaque pays ait à s'attaquer aux mêmes problèmes. Bien sûr, ensemble, ils doivent faire plus pour être actifs à l'échelle planétaire et, par exemple, s'occuper des océans ou des pays du tiers monde dont l'environnement est fragile, ou encore exporter ensemble des technologies propres et des produits bons pour l'environnement.

Mais l'environnement est lié à la géographie de chaque pays. La Méditerranée est plus menacée que l'Atlantique ; la forêt est absente en Grèce, fournie et fragile en France, menacée en Allemagne Fédérale ; l'utilisation des voies maritimes et fluviales est vitale pour les Pays-Bas, etc...

La nouvelle approche française de l'environnement consiste à dégager aujourd'hui les grandes priorités, à bien les faire connaître et surtout à faire en sorte que tout le monde - populations, communes, entreprises, administrations, associations - travaille ensemble. L'Année Européenne de l'Environnement donnera le départ à une action entreprise par tous ; une action pour laquelle l'économie et l'environnement se donneront la main.

Le Comité Français et le Ministère de l'Environnement se sont fixés pour objectif la mobilisation de toutes les forces vives pour agir, modifier ou faire évoluer les mentalités dans la réalité de tous les jours.

Ensemble, ces deux instances vont conduire dans notre pays l'Année Européenne de l'Environnement en liaison avec la Communauté Européenne.

Deux grands axes ont été retenus :

d'une part, une grande campagne d'information et de communication en faveur de l'environnement.

d'autre part, l'encouragement à un certain nombre de projets "pour un meilleur environnement".

Outre son soutien et sa participation à des actions entreprises au plan européen, le Comité Français désire tout mettre en oeuvre pour donner leur chance aux actions de terrain. C'est pourquoi des actions à priorité environnementale (initiatives régionales, départementales et locales) seront suscitées et soutenues.

2 - UNE VOLONTE NOUVELLE : L'APPEL AU PARTENARIAT

Le Comité Français et le Ministère de l'Environnement lancent dès aujourd'hui sur le plan national un **APPEL DE PROJETS**. Véritable boîte à idées, il s'adresse à tous les acteurs concernés à titre personnel, professionnel ou institutionnel :

- mouvements associatifs (environnement, mais aussi consommateurs, jeunes, sportifs, femmes)
- organismes professionnels
- collectivités locales
- entreprises
- établissements de formation,

qui désirent jouer un rôle dans le cadre de cette Année.

Grand relais de l'information, la presse figure parmi les acteurs privilégiés de cette opération.

Cet appel s'adresse à un large public pour une simple raison : nous sommes tous directement concernés par l'environnement, que ce mot signifie qualité de vie, pollution, risques majeurs ou sauvegarde du patrimoine et des milieux.

L'Année Européenne de l'Environnement en France, c'est l'Année de la vigilance pour tous, l'Année où chacun peut et doit être actif et apporter sa contribution. Qui peut se targuer aujourd'hui de n'être pas occasionnellement pollueur, occasionnellement victime ? Qui ne porte pas préjudice du simple fait d'une voiture mal réglée, d'un transistor trop fort, d'un papier jeté dans la rue ?...

Multipliés, ces exemples anodins peuvent devenir de véritables nuisances. Et pour peu que l'on quitte le plan individuel pour se retrouver sur le lieu de travail - l'entreprise - l'anodi peut évoluer du grave au tragique et déboucher sur une catastrophe.

Pour cela, tout le monde, à tous les niveaux, est concerné par cet Appel et peut et doit envisager une défense active de son environnement.

Le grand objectif de la France pour cette Année est de faire participer au mieux-être tous les acteurs de notre société.

D'ores et déjà, le Ministère de l'Environnement a mis cette idée en application en préparant à l'action deux mille jeunes pendant les vacances de la Toussaint pour "Sauver la forêt méditerranéenne". C'est ainsi que les jeunes ont montré l'exemple en participant avec enthousiasme à cette grande opération de prévention. Si les jeunes ont montré l'exemple à la Toussaint en débroussaillant et nettoyant les bois incendiés, nous saurons bien, nous aussi, donner un grand coup de balai dans nos esprits et changer nos mentalités attentistes pour nous mobiliser pendant cette année et effectuer au moins une action durable pour l'environnement !

COMMENT PARTICIPER?

Générer les initiatives, c'est déjà un grand pas de franchi. Leur donner les moyens de se réaliser, c'est toucher au but. C'est pourquoi, de mars 87 à mars 88, le Comité Français et le Ministère de l'Environnement vont s'employer à exploiter l'Appel de Projets qu'ils lancent, au bénéfice des auteurs de projets et bien évidemment au bénéfice de l'environnement lui-même.

Cet appel vise deux catégories de projets :

Ceux dont les auteurs souhaitent bénéficier du label "Année Européenne de l'Environnement".

Ceux dont les auteurs recherchent en outre une assistance technique ou un complément de financement.

Les projets retenus devront proposer :

- des actions de gestion des espaces et des milieux (réhabilitation, rénovation, mise en valeur...)
- des projets novateurs en matière de gestion économe des ressources (technologie, organisation, investissement)
- des actions exemplaires de sensibilisation et de formation.

Une première sélection sera établie et les projets retenus pourront bénéficier du label de l'Année Européenne de l'Environnement.

Ils seront adressés avant le 1er février 1987 au :

Comité Français pour l'Année Européenne de l'Environnement

B.P.43 - 92204 NEUILLY SUR SEINE cedex

qui sélectionnera les projets.

LE PARTENARIAT :

Un second souffle de vie sera donné à ces projets grâce à une action en aval orchestrée par les instances françaises .

Parmi les dossiers "labellisés", les projets répondant le mieux aux critères suivants bénéficieront d'une assistance technique ou d'un complément de financement :

- présenter un caractère opérationnel aussi concret que possible
- faire intervenir plusieurs partenaires (par exemple: une commune, une association de jeunes ou une entreprise)
- apporter une contribution à la construction européenne (favoriser une meilleure connaissance de l'Europe des 12, développer échanges et coopérations...)
- constituer un plus pour l'environnement local,
- n'avoir pas déjà fait l'objet de financements publics répétés au cours des années précédant l'Année Européenne de l'Environnement.

D'autre part, chaque dossier devra :

- présenter le projet sous ses aspects techniques
- indiquer les éléments financiers (viabilité et possibilité d'équilibre au démarrage et à moyen terme)
- donner l'échéancier de réalisation
- préciser les capacités de mise en oeuvre des opérateurs
- indiquer quels sont ses partenaires et la répartition des apports et responsabilités
- faire référence, si possible, à une première application sur le terrain.

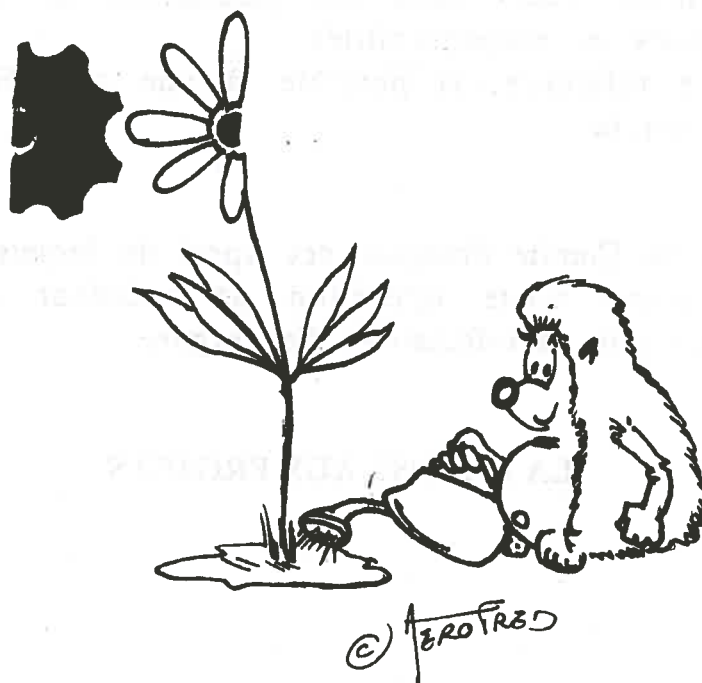
Fer de lance du Comité Français, cet Appel de Projets doit être le point de départ d'une vaste opération de mécénat qui débutera au printemps par une manifestation d'envergure :

LA BOURSE AUX PROJETS

Les Français pour leur part sont plus sensibles que l'Européen moyen aux questions de l'eau, de l'air, de la modification éventuelle des climats, et un peu moins au phénomène des pluies acides. Ils font davantage le lien entre la protection de l'environnement et le développement économique et le perçoivent comme un facteur déterminant de notre avenir. Ils souhaitent être mieux informés, en particulier sur les produits chimiques en vente libre et l'élimination des déchets.

Pour l'ensemble des pays de la Communauté, la santé reste en tête des justifications d'une politique de l'environnement. La France, le Danemark, le Luxembourg et les Pays-Bas ont le sentiment que les pouvoirs publics sont actifs en la matière. Ce qui n'empêche pas que certains - le Luxembourg et les Pays-Bas par exemple - portent un jugement sévère sur l'efficacité de cette action, rejoignant en cela l'opinion des Allemands et des Belges.

Quoi qu'il en soit, au travers des réponses enregistrées dans le cadre de ces différents sondages nationaux, on s'aperçoit que globalement les Européens ne perçoivent plus l'environnement et l'économie comme deux thèmes antinomiques.





DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE

QU'EST-CE QUE LE FEDER ?

Créé en 1975, le Fonds européen de développement régional (FEDER) constitue le principal instrument de la politique régionale européenne. Il est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Le FEDER a longtemps représenté une simple contribution de l'Europe aux politiques nationales d'aménagement du territoire.

Ses concours en France sont passés de 250 MF en 1975 à 900 MF en 1981. Après cette phase de montée en puissance, les concours obtenus se sont stabilisés de 1982 à 1984, avec une moyenne aux alentours de 1,8 MdF par an.

En 1985, les concours ont atteint 2,09 MdF. Pour 1986, les demandes de concours s'élèvent à 2,9 MdF, ce qui, compte tenu de l'instruction des dossiers, correspond à peu près, en termes de retours espérés, aux chiffres de 1985.

Les actions en faveur du secteur industriel représentaient environ le tiers du total de 1975 à 1979 (remboursements de PAT). Ils correspondent aujourd'hui au dixième du total, l'accent étant mis sur des actions à forte démultiplication comme l'appui aux PME.

Les infrastructures (routes, ports, canaux, énergie, télécommunications, enseignement professionnel) représentent 90 % du total.

Un nouveau règlement du FEDER est entré en vigueur au 1^{er} janvier 1985.

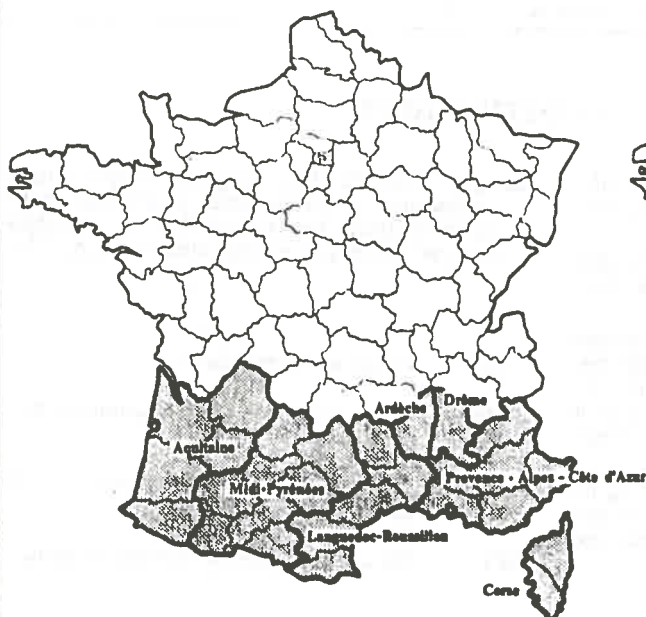
Il introduit deux innovations essentielles :

- le principe des quotas de remboursement est abandonné au profit des fourchettes, qui définissent un minimum garanti et un maximum susceptible d'être obtenu. Pour la France la fourchette actuelle est comprise entre 7,48 % et 9,96 % des crédits disponibles, soit 1,7 à 2,25 MdF pour un total de 22,6 MdF (3,3 MdEucs);

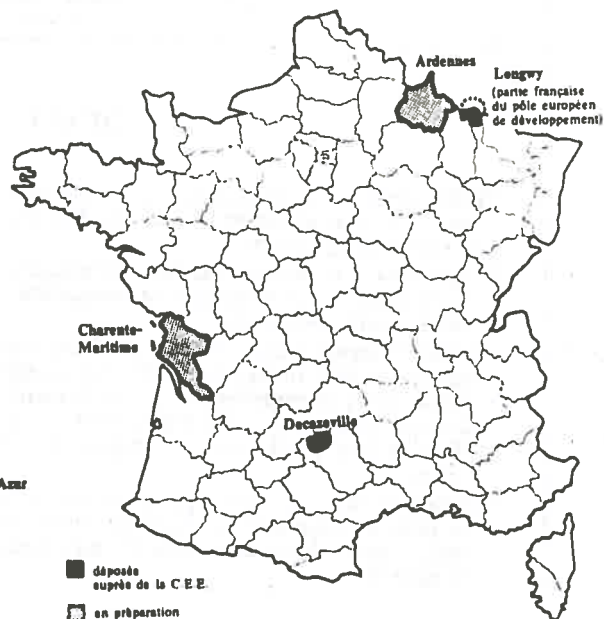
- les dossiers ne concerneront plus seulement des projets mais également des programmes de natures diverses (voir encadré).

L'objectif est que 20 % des demandes soient présentées sous forme de programmes fin 87. La France a déjà dépassé ce seuil en 1986.

PROGRAMMES INTÉGRÉS MÉDITERRANÉENS (PIM)



PROGRAMMES NATIONAUX D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (PNIC)



LES SEPT MANIÈRES D'UTILISER LE FEDER EN FRANCE

Le FEDER est utilisé en France de sept manières différentes.

1. **Projets financés intégralement par l'État.** Celui-ci se fait rembourser une partie de la dépense engagée.

2. **Projets financés par l'État et les collectivités.** Le FEDER rembourse à l'État une partie des dépenses engagées. Celui-ci restitue aux collectivités une part du remboursement, proportionnelle à leur engagement initial. Cette procédure est dite « de complémentarité ».

3. **Les programmes hors quota** sont destinés à répondre à de graves difficultés sectorielles (sidérurgie, textile, construction navale, pêche) ou géographiques (élargissement de la CEE). Ces programmes, antérieurs au nouveau règlement, sont d'initiative communautaire et non comptabilisés dans les retours de chaque État (d'où leur nom).

4. **Les programmes communautaires**, également d'initiative communautaire, correspondent aux programmes hors quota dans le cadre du nouveau règlement. Cinq sont envisagés (sidérurgie, recherche-technologie, environnement, énergie, télécom-

munication), mais aucun n'est encore décidé. Les deux derniers cités ont fait l'objet de proposition de règlement de la Commission (STAR et VALOREN).

5. **Les programmes nationaux d'intérêt communautaire (PNIC)** sont d'initiative nationale. Comme les programmes précédents, ils sont constitués d'un ensemble cohérent d'opérations pluriannuelles, financées par le FEDER. Les autres fonds n'interviennent pas.

6. **Les programmes intégrés** sont des programmes communautaires utilisant non seulement le FEDER mais d'autres outils communautaires : FEOGA, FSE, prêts de la BEI, prêts CECA... Ils sont d'initiative communautaire. Les PIM (Programmes intégrés méditerranéens), premiers programmes intégrés, sont en cours de négociation.

7. **Les opérations intégrées de développement (OID)** sont des programmes intégrés d'initiative nationale. Sept OID sont en préparation ou en négociation en France.

On peut reclasser ces différentes utilisations du FEDER dans le tableau ci-dessous.

	Existaient déjà avant 1984	Nouveaux depuis 1984	
		FEDER seul	FEDER + FEOGA, FSE,...
Initiative de la CEE	Programmes hors quotas	Programmes communautaires	PIM
Initiative de l'État membre	Projets isolés présentés par l'État seul	PNIC	OID
	Projets présentés par l'État et des collectivités		

QUELQUES DÉFINITIONS

Projet : opération isolée; un pont, 20 km de route, un plan d'assainissement (en eau douce), etc., constituent un projet.

Programme : ensemble d'actions cohérentes, pluriannuelles et contribuant à la réalisation d'objectifs communautaires.

Remboursements : contribution du Feder sur une opération déjà financée à 100 % au niveau national (avec éventuellement la participation de diverses collectivités). Le Feder rembourse 30 à 50 % de leur participation à chacun des partenaires.

Cofinancement : le Feder participe dès l'origine au plan de financement d'une opération, et accorde ensuite des avances à partir du démarrage de celle-ci.

Intégré : se dit d'un programme qui combine l'utilisation de divers fonds structurels communautaires (FSE, Feoga, Feder) et, le cas échéant, d'autres outils communautaires (CECA, BEI...).

FSE Fonds social européen.

FEOGA Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

CECA Communauté économique charbon acier.

BEI Banque européenne d'investissement.

BEE : NECESSITE D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE POUR PREVENIR LES FUTURES CATASTROPHES "SANDOZ"

La BEE a proposé une action de la Communauté Européenne au Conseil de l'Environnement du 24 novembre 1986 à BRUXELLES, dans le but d'éviter de prochaines catastrophes écologiques du type de celle de SANDOZ.

Le BEE a invoqué la Commission à demander un mandat du Conseil des Ministres pour négocier une Convention Internationale qui s'alignerait sur la Directive Post Seveso, avec le gouvernement suisse, la Communauté européenne et la Commission Internationale pour le Rhin.

Le BEE affirme qu'il s'agit là du moyen le plus efficace et le plus rapide pour assurer la prise de mesures de sécurité par SANDOZ et les autres usines chimiques suisses, dans le but d'éviter d'autres désastres écologiques de ce type.

FAUNE



MORTALITES ANORMALES DE LIEVRES

L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE (ONC) A DIFFUSE UN COMMUNIQUE A LA PRESSE, LE 21 NOVEMBRE 1986 CONCERNANT DES CAS DE MORTALITES ANORMALES DE LIEVRES POUR LES MOIS DE SEPTEMBRE-OCTOBRE.

Dès le mois de septembre, des cas de mortalités anormales de lièvres ont été signalés en plusieurs régions françaises. Le Système de Surveillance Sanitaire du Gibier (SAGIR) mis en place au printemps dernier par l'ONC, a alors parfaitement fonctionné.

Les cas relevés les plus nombreux provenaient des départements du Nord, de l'Est et du Centre de la France.

Les résultats des études pathologiques ont été centralisés et complétés par le Laboratoire Central des recherches vétérinaires de Maisons Alfort. Quant aux recherches toxicologiques, elles ont généralement été réalisées par le laboratoire de Toxicologie de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon.

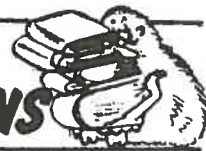
Les rapports de synthèse permettent de donner des précisions sur les principales causes de mortalité qui étaient déjà précédemment soupçonnées.

La toxi-infection, mise en évidence chez les lièvres, ne peut évoluer que sur un organisme dont les défenses sont affaiblies.

Sur un plan strictement toxicologique, les analyses effectuées ont permis d'établir certains points. On a notamment constaté une intoxication aux colorants nitrés (NOC), en cas de mort par le paraquat, la mise en évidence de résidus d'un antilimaces (le mercaptodiméthure) et de soufre.

Pour cesser l'importance des dommages, il faudra attendre les comptages de lièvres faits avant la chasse, sur le relevé des tableaux de chasse en cours et sur les comptages de printemps.

PUBLICATIONS



LE TOMBOLO DE GIENS ET LES MARAIS ENVIRONNANTS

C'est le titre de la brochure réalisée par l'ARPN et financée par le WWF France sur les marais d'Hyères et la presqu'île de Giens, dans le cadre de la campagne sur les zones humides.

LA LOUTRE EN VEDETTE

LE PARC NATUREL REGIONAL D'ARMORIQUE VOUS PROPOSE DE VOUS PROCURER LE PREMIER NUMERO DES CAHIERS DU NATURALISTE BRETON, CONSACRE A LA LOUTRE.

Superbe, agréable et beau, le premier numéro des cahiers du Naturaliste Breton met en scène une star : la loutre. Cette publication d'une collection très originale dans sa forme, constituera un moyen privilégié pour tenter de répondre à cet ambitieux objectif : assurer la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel breton, en aidant le grand public à mieux connaître la vie sauvage qui l'entoure.

Prix :

20,40 F (15,00 F + 5,40 de frais de port)

Contact :

Parc Naturel Région d'Armorique
MENEZ MEUR
HANVEC
29224 DAOULAS

Tél. 98.21.90.69



VAUJANY : UN PROJET INJUSTIFIABLE, UN DANGER POUR L'ENVIRONNEMENT

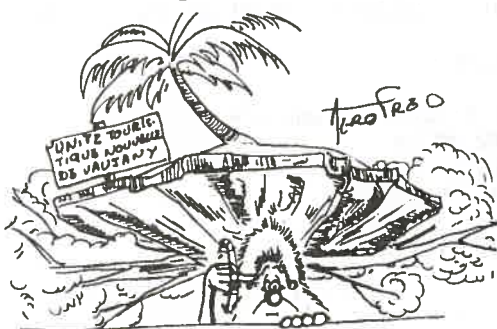
LE CLUB ALPIN FRANCAIS, LA FRAPNA ISERE ET LA FFSPN ONT DIFFUSE UN COMMUNIQUE DE PRESSE PORTANT SUR LE PROJET D'UNITE TOURISTIQUE NOUVELLE DE VAUJANY

Le 20 novembre 1986, le Club Alpin Français et la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature ont déposé un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble contre le projet d'Unité Touristique Nouvelle de Vaujany, dans le massif des Grandes Rousses.

Les associations concernées au niveau national et local considèrent que ce projet d'aménagement d'un domaine skiable connecté à celui de la station de l'Alpe d'Huez représente une atteinte à l'environnement particulièrement grave, dans un secteur d'une valeur écologique et paysagère exceptionnelle, jusqu'ici préservé. Ce projet est injustifiable du point de vue technique aussi bien qu'économique. Le site est très mal adapté à une exploitation commerciale du ski, et soumis à des risques naturels importants qui nécessiteront des protections lourdes. Le coût de l'aménagement est totalement disproportionné par rapport à son intérêt potentiel et à la capacité d'accueil créée, le déficit prévisible pouvant être supporté par cette petite commune uniquement parce qu'elle dispose de très importants revenus fiscaux.

Les associations s'inquiètent, au travers de ce projet, de l'avenir de l'aménagement de la montagne française, tel qu'il est désormais institué par la loi du 9 janvier 1985, qui a allégé les procédures de contrôle technique des aménagements, permettant par là à des projets aussi incohérents que celui-ci de voir le jour, alors même qu'ils sont en complète contradiction avec les grands objectifs d'équilibre entre le développement et la protection exprimés par le législateur.

Alors qu'un rapport récent de la DATAR a souligné l'inévitable régression du tourisme d'hiver basé sur le seul ski de piste, il serait temps que les aménagements reviennent à plus de raison en cessant d'axer le développement de la montagne sur la mono-industrie de l'or blanc. En ce sens, la première priorité doit être d'arrêter la destruction absurde et irréversible de ces richesses naturelles qui constituent le premier atout des régions de montagne.



MOTOCROSS ET SEPANI :

SUCCÈS AU TRIBUNAL

Par jugement du 30.10.86, le Tribunal Administratif de LIMOGES a annulé l'arrêté du Maire de la Commune de St Maur en date du 26.9.85 qui autorisait la ville de CHATEAUROUX à installer un complexe auto-moto sur une partie de son territoire, en pleine région de Brenne.

Les motifs de la décision sont fondés uniquement sur la violation des dispositions de l'art. R 442-4 du Code de l'Urbanisme, relatifs aux "installations et travaux divers", à savoir: parc d'attraction et aires de jeux ou de sports, aires de stationnement, affouillement et exhaussements du sol. Ces travaux étaient soumis dans le cas précis à autorisation du maire.

L'article est ainsi rédigé :

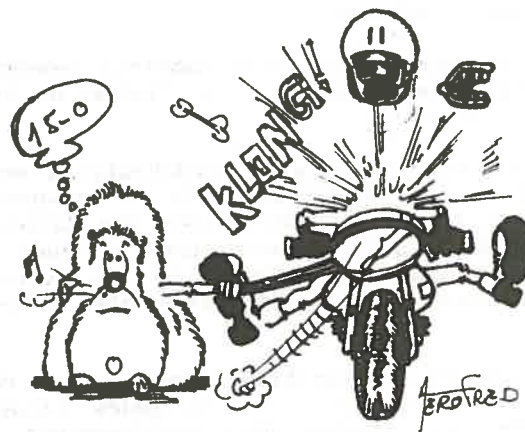
"les demandes d'autorisation des "installations et travaux divers" est présentée par le propriétaire du terrain, par son mandataire, par une personne justifiant d'un titre l'habilitant à exécuter lesdites installations aux travaux".

A la date de l'arrêté, la ville de CHATEAUROUX ne justifiait d'aucun titre l'habilitant à exécuter les travaux, et ne pouvait pas plus se présenter comme le propriétaire du terrain. Il y a donc eu violation de cet article.

Le tribunal n'a pas statué sur la demande de sursis à exécution, celle-ci étant devenue sans objet, car la ville de CHATEAUROUX a profité du long délai de procédure dite "d'urgence" 11 mois pour terminer les travaux.

Cependant, aucune convention d'utilisation du terrain ne peut maintenant être passée, faute de fondement juridique.

La SEPANI, en liaison avec le service juridique de la FFSPN étudie maintenant les possibilités d'engager un recours en indemnité à l'encontre des responsables, et d'obtenir éventuellement une remise en état des lieux.





AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE LA VIE ASSOCIATIVE RELATIF AU FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

Au cours de la session du 4.12.86 à laquelle participaient Pierre DAVANT membre du Bureau du CNVA et Charles TOUZAN, membre du Conseil de Gestion du FNDVA, le Conseil National de la Vie Associative rappelle l'avis formulé lors de la session du 29 mai 1986 :

"Le Conseil National de la Vie Associative après avoir examiné le bilan du fonctionnement du Fonds National de Développement de la Vie Associative depuis sa création, constate que :

- le fonds n'a pas permis de prendre en compte la totalité des demandes, et lorsqu'elles l'ont été, elles n'ont pu être pleinement satisfaites.
- les ressources affectées au FNDVA ont regressé en 1986,
- la mise en place du FNDVA a fait apparaître des transferts correspondant à des désengagements de l'Etat (certaines demandes jadis satisfaites par les différents départements ministériels, se retrouvent au FNDVA, compte tenu des diminutions des crédits affectés au titre IV des différents budgets ministériels).

Propositions:

En conséquence, le Conseil National de la Vie Associative demande :

- que dans la loi de finances 1987 soit assuré le passage à 0,1 % du prélèvement sur les sommes engagées au PMU sur et hors hippodrome, pour affectation au FNDVA,
- qu'il soit en outre fait appel à d'autres ressources.

Ces objectifs étant atteints, le CNVA demande un élargissement des missions du FNDVA, notamment :

- . pour la prise en compte de mesures permettant aux responsables associatifs élus d'assurer les représentations nécessaires au sein des instances ou structures où la présence des représentants associatifs est prévue.
- . pour la garantie des investissements.

Le CNVA déplore que le Ministre du Budget se soit opposé à une demande légitime d'augmentation du fonds, lors du débat sur la loi de finances, en affirmant :

"Ce fonds a consommé l'an dernier 55 % des crédits prévus et, cette année, 75%. Je ne vois donc nullement l'utilité de majorer des crédits qui sont suffisants et largement inutilisés".

alors que le système en place interdit au Comité de gestion l'engagement de crédits qui ne sont pas encore versés par le PMU.

En réalité, en 1985 :

- l'aide à la formation s'est élevée à 7 056 550,00 F pour un montant sollicité de 17 133 345,00 F soit en pourcentage 41,18%
- les crédits accordés pour la recherche s'élevaient à 4 239 800,00 F pour un montant sollicité de 6 029 815,00 F soit en pourcentage 70,31%

A la fin de l'exercice 1986, cet écart sera encore plus important.

afin de répondre aux besoins des associations, le Conseil National de la Vie Associative renouvelle ses propositions du 29 mai 1986 et demande au Gouvernement de prendre d'urgence les dispositions qui permettent une augmentation du fonds en 1987.

AVIS ADOPTE A L'UNANIMITE.



SEJOURS ET STAGES NATURE

Vous rêvez de profiter de vos week-end ou vacances pour découvrir la nature de façon originale ? alors, venez-nous voir ! Nous organisons de nombreux stages et séjours : fabrication artisanale de papier recyclé et reliure (7-8 et 21-22 février) ; contes, théâtre et nature (7-8 mars découvrir la nature en Dombes à vélo; séjours en Dombes à la découverte de la nature, de la pisciculture, de patrimoine bâti (cité médiévale de Pérouges) et de la gastronomie locale ; séjour randonnée sur les crêts du jura, à la découverte des oiseaux migrateurs ; stage ski de fond et nature ; découverte de la flore de montagne...

Pour tous renseignements:

Groupe Ain Nature FRAPNA Ain,
Maison des Sociétés
01002 BOURG EN BRESSE CEDEX
Tél. 74.45.17.58

Joindre une enveloppe timbrée à 5,40 F pour toute demande de renseignement.

"LES ASSOCIATIONS FONCIERES DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL"

CLAUDE KEFFIER, ETUDIANT EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, A REALISE UN MEMOIRE DE DESSUR LES "ASSOCIATIONS FONCIERES DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL".

Ce mémoire s'est appuyé essentiellement sur les conservatoires des Sites Lorrains et Alsaciens dont MM. BEGUIN et DASKE, administrateurs FFSPN, sont les principaux animateurs.

Cette étude d'une centaine de pages se divise en deux mouvements : un premier est consacré à l'originalité de l'action foncière qui permet d'instituer une protection acceptée par le propriétaire qui vend, qui loue ou qui conclut une convention de gestion avec les conservatoires par opposition à la protection imposée de nature réglementaire de l'Etat.

Une seconde partie recense les formules juridiques de regroupement des conservatoires les plus intéressantes et plaide en faveur de nouveaux moyens d'action.

Disponible auprès du

CONSERVATOIRE DES SITES ALSACIENS
8, rue de la Bourse
68100 MULHOUSE

ou de

M. François KIESLER
Ecomusée 68190 UNGERSHEIM
Tél. 89.48.23.44

Participation aux frais :

80,00 F TTC (port compris)



Recherchons responsable projet Loire Vivante pour :

- coordination,
- contacts avec élus, associations, administrations et milieux professionnels concernés,
- animation

dans le cadre duprojet associatif de sauvegarde des richesses naturelles du bassin de la Loire.

Profil demandé:

- Etudes supérieures
- esprit de communication, rigueur, intérêt pour les problèmes de conservation du patrimoine naturel,
- langues souhaitées : allemand, anglais
- permis de conduire

Lieu de travail :

Région Centre avec de nombreux déplacements

Contrat à durée déterminée 1 an renouvelable (mi temps ou plein temps).

Embauche par le WWF France sur la base d'un salaire annuel de 100 000,00 F brut à compter du mois de janvier 1987.

Envoyer curriculum vitae et lettre de candidature à :

WWF France
14, rue de la Cure
75016 PARIS

L'association Nature Aveyron recherche un objeteur de conscience pour remplacer l'actuel permanent à partir de juin 87.

Profil :

- motivation réelle pour les problèmes de protection de l'environnement et bonne expérience de la vie associative.
- sens de l'initiative et des responsabilités, facilités de contact tant oral (animations, expositions...) qu'écrit (relations avec les médias, les administrations, coordination...)

Il participera à la construction du centre de soins pour animaux sauvages.

Contact :

NATURE AVEYRON
58, avenue Jean Jaurès
12100 MILLAU
Tél. 65.60.61.02

L'association Jeunes et Nature de Grenoble, recherche pour les vacances d'été 87, des directeurs de centres de vacances. Les camps organisés sont orientés vers une découverte de l'environnement.

Contactez-nous rapidement pour nous proposer vos projets ou vous insérer dans les nôtres aux heures de bureau au :

76.44.08.55 ou par courrier à :

ASSOCIATION JEUNES ET NATURE
12 ter, rue Joseph Chanrion
38000 GRENOBLE.

Stéphane LASSABLIÈRE, 21 ans, se propose d'effectuer un stage bénévole pendant le mois de décembre. Toute activité, en équipe de préférence (reboisement, construction) l'intéresse.

Contact :

Stéphane LASSABLIÈRE
1, rue Jean Dolfus
06400 CANNES

FORMATION

DIVERSIFICATION DES RESSOURCES PUBLIQUES ET PRIVÉES POUR NOS ASSOCIATIONS. LES PARTENAIRES EXISTENT : NOUS LES AVONS RENCONTRES

Vous savez déjà comment rédiger une demande de subvention, vous connaissez l'organisation des différentes lignes budgétaires du Ministère de l'Environnement, les conventions Environnement-Agriculture ou Environnement-Education Nationale...

Bien entendu, vous connaissez le B.A. BA de la démarche commerciale, vous êtes capables tout comme Roland GUICHARD de convaincre des sponsors comme la Maison de Valérie pour financer une "opération ours" à hauteur de 700 000 F

Vous n'avez pas besoin non plus que les banquiers vous expliquent ce qui les intéresse dans une action de sponsoring ou quels sont les dossiers qui ont des chances d'aboutir et pourquoi.

Alors surtout, ne venez pas participer au stage "Diversification des ressources publiques et privées pour nos associations" qui se déroulera

du jeudi 22 janvier au dimanche 25 janvier 87 dans la région lyonnaise

Ne faites surtout pas partie des 25 stagiaires qui auront les premiers envoyé leur inscription avec un règlement de 400 F (100 F par jour pour la nourriture!)

à la

FRAPNA
Université Lyon I
43, bd du 11 novembre
69622 VILLEURBANNE CEDEX
Tél. 78.89.81.24 poste 41.28
CCP 3487 89 S LYON

STAGES-SORTIES-SEJOURS NATURE 1987

Le programme des 40 stages-sorties-séjours NATURE organisés par la "Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature" (FRAPNA) section Isère pour 1987 est sorti !

Un programme alléchant et qui dépasse nos frontières !

Pour l'obtenir, il suffit d'en faire la demande en joignant 2 timbres à 2,20F à

FRAPNA Isère
4, rue Hector Berlioz
38000 GRENOBLE
Tél. 76.42.64.08

FABRIQUEZ VOTRE LIVRE D'OR EN PAPIER RECYCLE

Je fabrique du papier, tu fabriques du papier, il fabrique du papier.. Réalisez avec des feuilles de papier journal du papier tout neuf et coloré, reliez-les dans un carnet et faites en votre livre d'or. Vous aurez en plus la possibilité de vous initier à la technique du papier marbré.

Chaque stagiaire quittera le stage avec un carnet en papier recyclé, des bases solides en ce qui concerne l'aspect technique et s'il le désire le matériel nécessaire pour continuer cette activité chez soi.

Dates :

7 et 8 février et 21 ou 22 février à
BOURG EN BRESSE (01)

Pour tout renseignement :

Groupe Ain Nature
FRAPNA AIN
Maison des Sociétés,
01002 BOURG EN BRESSE CEDEX
Tél. 74.45.17.58

selon la presse de ce pays

LA FESPEN RECOIT REGULIEREMENT LA PROPAGANDE DES PAYS DE L'EST.

RECEMMENT, NOUS AVONS RECU LE N°10 DE RDA REALITES QUI PRESENTE UN ARTICLE SUR LA FACON DONT LES PROBLEMES D'ENVIRONNEMENT SONT PERCUS DANS CE PAYS.

A TITRE DE STRICTE INFORMATION, NOUS REPRODUISONS CI-APRES:

Au cours des 25 dernières années, l'homme a agi sur son environnement naturel dans une mesure jusque-là inconnue et cette évolution se poursuit. L'industrialisation en particulier a suscité de nombreux problèmes écologiques qu'il s'agit désormais de résoudre. La R.D.A., un pays à forte densité de population à l'industrie développée et à l'agriculture moderne, connaît, elle-aussi des problèmes d'environnement. Le gouvernement, la société socialiste dans son ensemble, la société socialiste dans son ensemble, lui accorde une grande attention. « Il est nécessaire de conserver et d'utiliser rationnellement et de manière scientifique la nature, qui est la source de la vie, de la richesse matérielle, de la santé et de la joie des hommes... » peut-on lire dans le programme du Parti socialiste unifié d'Allemagne (S.E.D.)

Dans la situation internationale tendue que nous connaissons actuellement, la sauvegarde de la paix, l'arrêt de la course aux armements, sont des éléments-clés de toute politique de protection de la nature. Au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la journée mondiale de la protection de l'environnement organisée par l'O.N.U. le 5 juin dernier, le ministre de l'Environnement et de l'Hydraulique de R.D.A., le Dr Hans Reichelt, déclarait notamment:

« La plus grande menace pour l'humanité, son état de santé et sa vie, pour la sauvegarde de ses valeurs culturelles et de son environnement est suscitée aujourd'hui par la course aux armements que les milieux les plus agressifs de l'impérialisme ne cessent d'amplifier. Il s'agit de se rappeler à cet égard les projets de militarisation de l'espace. Les dangers, qui menaceraient la nature à la suite d'une éventuelle guerre atomique, biologique ou chimique sont infiniment plus grands que tous ceux connus jusqu'à présent. Les efforts que nous consentons pour maintenir et améliorer les conditions naturelles de vie des hommes, utiliser et sauvegarder les ressources de la nature, veiller à la propreté de l'air et de l'eau et protéger les forêts, les mers et les lacs, sans oublier la faune et la flore, n'ont de sens que si l'on parvient à empêcher une guerre mondiale nucléaire.

« Dès aujourd'hui, la course aux armements entraîne un gaspillage massif de richesses de la nature et de matières premières, sans parler de la destruction de sites entiers. De plus,

l'incroyable gâchis financier que représente la politique de surarmement empêche la réalisation de projets globaux en matière de protection de l'environnement. La tâche la plus importante consiste pour cette raison à créer une coalition mondiale de la raison et du réalisme afin d'empêcher une catastrophe atomique. Les multiples propositions de l'I.U.R.S.S., de la R.D.A. et des autres Etats socialistes vont dans ce sens. Si par exemple les U.S.A. suivaient la démarche de l'I.U.R.S.S. en acceptant un moratoire sur les explosions nucléaires, cela pourrait ouvrir la voie à la cessation de leur perfectionnement continu. La détente internationale, les rapports entre Etats à systèmes sociaux différents s'en trouveraient confortés, et il serait possible d'écarter le danger immense que représentent les actions susceptibles d'entraîner des dommages irréparables pour l'humanité et la biosphère. »

L'écologie n'est pas « sacrifiée » sur l'autel de l'économie

Depuis la fondation de la R.D.A., les mesures visant la protection de l'environnement naturel sont inscrites au programme de la politique gouvernementale. Le principe de la protection et de l'aménagement des sites naturels était déjà inscrit dans la première Constitution du 7 octobre 1949. Avec le développement de la société, le progrès des sciences et des techniques, les critères de la protection de l'environnement se sont profondément modifiés. La Chambre du peuple, le parlement de la R.D.A., en a tenu compte dans une série de lois. Signalons à titre d'exemples la législation sur la protection de l'environnement, la loi sur la réhabilitation des sites miniers, la loi sur le recyclage des matières premières, la loi sur l'énergie atomique.

Dès le début, la R.D.A. s'est fixé comme principe de ne pas développer son économie aux dépens de l'environnement mais de rechercher un équilibre entre ces deux facteurs. Cela correspond tout à fait aux orientations adoptées lors du X^e Congrès du S.E.D. en 1981 et précisées lors du XI^e Congrès du printemps dernier: stabilité, plein emploi et prospérité grandissante. L'intensification générale de l'économie est à cet égard un élément-clé. Cette orientation se traduit par une croissance dynamique, une accéléra-

Qui est responsable de la protection de l'environnement ?

La protection de l'environnement revient au niveau central à un ministère spécialement créé à cet effet en 1971. Les grands projets dans ce domaine sont inscrits dans les plans quinquennaux ou annuels de développement économique. Les orientations générales sont reprises par ailleurs dans la Constitution de la R.D.A. et dans la loi sur la protection et l'aménagement de l'environnement. L'adoption de cette loi en 1970 a été précédée d'une période préparatoire de deux ans et d'une discussion publique. Dans les régions, c'est aux organes élus que revient la protection de l'environnement. Ils coordonnent les mesures prises par les organismes publics, les combinats, les entreprises et les coopératives agricoles et contrôlent leur respect, en ce qui concerne notamment le maintien de la propreté de l'air et des eaux, l'élimination sans nuisances des déchets qui ne sont pas récupérables.

En septembre 1985, un service public de contrôle de l'environnement a été créé auprès du ministère compétent. Il décide en temps voulu des mesures scientifiques et techniques visant à influencer sur les processus technologiques afin de protéger l'environnement naturel. En cas d'infraction volontaire aux dispositions concernant la protection de l'environnement ou de non-respect d'une mise en demeure, les établissements peuvent être soumis à une astreinte administrative tandis que les responsables sont passibles d'une amende.

Pour mener une politique efficace dans le domaine de l'environnement il importe d'éveiller chez les hommes l'amour de la nature et du terroir. La formation initiale et continue d'un nombre aussi grand que possible de personnes en matière de protection de la nature et de l'environnement n'a cessé de gagner en importance. Actuellement en R.D.A. on compte près de 55 000 auxiliaires bénévoles de la protection de l'environnement. Les syndicats, la société pour la protection de la nature et de l'environnement, affiliée à la Ligue culturelle de la R.D.A., le Front national, avec son mouvement de masse « embellir nos villes et nos villages », l'organisation de jeunesse F.D.J. et son action en faveur de la protection de la forêt, contribuent aussi au maintien et à la protection de l'environnement.

Coopération internationale

La R.D.A. participe activement au travail de nombreuses organisations internationales

ETRANGER

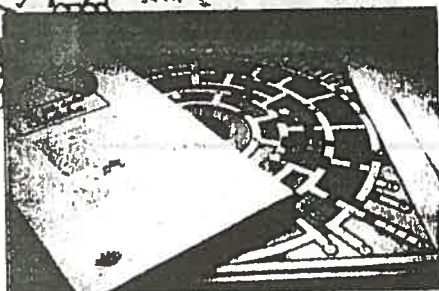


LA LETTRE DU HERISSON

special associations

**diffusion
interne**

ENERGIE	TCHERNOBYL : EN SAVOIR OU PAS.....	P. 3
	MERCI M. BOITEUX	P. 3
VIE ASSOCIATIVE	LES AMIS DE LA TERRE QUITTENT LA FFSPN	P. 3
	VIENT DE PARAÎTRE.....	P. 3
FLORE	LE TOUR DE FRANCE DES VARIETES FRUITIERES	P. 4



Réf. 408

150 F

LE JEU DE LA CHEVECHE

Alliant certains principes des jeux de l'oie et de petits chevaux, ce parcours a été conçu pour divertir et éduquer des groupes d'enfants. Il montre combien il est difficile aux petites chouettes de survivre au milieu d'un univers industrialisé hostile.



PARTICIPATION AUX FRAIS D'ENVOI (port et emballage)

Pour une commande	inférieure ou égale à 50 F
" "	de 50 à 200 F
" "	de 201 à 350 F
" "	de 351 à 500 F
" "	supérieure à 500 F

12 F

25 F

30 F

35 F

port gratuit



TCHERNOBYL: EN SAVOIR OU PAS

LE 19 SEPTEMBRE 1986, LA FEDERATION LORRAINE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LA QUALITE DE LA VIE (F.L.O.R.E) A DEMANDE A LA COMMISSION D'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS LA COMMUNICATION DES RESULTATS DES PRELEVEMENTS EFFECTUES A LA DEMANDE DU SERVICE CENTRAL DE PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS SUR LA REGION LORRAINE A LA SUITE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL.

La Commission a répondu à la FLORE le 12 novembre 1986, indiquant en substance :

"La Commission a estimé qu'aucune disposition de la loi du 17 juillet 1978 ne s'oppose à la communication de ces documents qui revêtent un caractère administratif dès lors qu'ils émanent du service central de protection contre les rayonnements ionisants.

La Commission a observé que les résultats que vous demandez sont contenus dans des documents émis par le S.C.P.R.I. et disponibles dans les préfectures et les directions départementales des affaires sanitaires et sociales de chaque département où leur communication doit être demandée.

La Commission a adressé cet avis au Directeur du service central de protection contre les rayonnements ionisants."

Le 25 novembre, le président de FLORE, Claude TRAVER a adressé cette lettre au Président de la FFSPN, Pierre DELACROIX :

Il nous paraît intéressant de vous signaler, et ce à toutes fins utiles les faits suivants.

Suite à la catastrophe de TCHERNOBYL, nous avons demandé par trois fois au SCPR1 communication des résultats des différents relevés effectués dans notre région.

Bien sûr, aucune réponse ne nous est parvenue, aussi nous sommes intervenus auprès de la commission d'accès aux documents administratifs qui vient au cours de sa réunion du 23 octobre dernier, nous donner satisfaction.

Nous allons dans un premier temps demander communication de ces résultats à notre Préfecture qui, jusqu'à présent a toujours déclaré ne pas les avoir...

Nous vous tiendrons informer de l'évolution de cette affaire.

MERCI M. BOITEUX

Cela me fait plaisir chaque fois que j'apprends quelque chose. A cet égard, le dernier diner débat organisé pour les anciens de Normale Sup. et de Sèvres m'a comblé. Il était mené par "l'archicube" Marcel BOITEUX.

C'est là que j'ai appris que le nucléaire était à la fois économique, écologique et sûr (Sic!)

Economique parce que nos centrales nucléaires ramènent le prix du KWH de 60 c à 30 c par an (nous sommes les moins chers d'Europe, ce qui nous permet de construire de superbes lignes transpyréennes vers l'Espagne).

Ecologique, car la pollution thermique est un mythe : les filets d'eau chaude ne se mélangent pas dans les fleuves, et ils restent homogènes. Quant aux sites... on sait qu'on a fait un trou dans une falaise pour qu'on ne voit pas la centrale de Palluel. Les radiations?... Bof, les cellules s'habituent.

Sûre : jusqu'ici, seul le nucléaire militaire a tué. Jamais le civil. TCHERNOBYL ?... oh! était-ce vraiment civil ?

Mais, j'ai surtout appris des choses intéressantes sur les suites de cet incident mineur. En particulier, savez-vous pourquoi les rennes lapons ont été contaminés ? parce que l'herbe est plus rare là-bas qu'ailleurs et qu'ils doivent se déplacer sur une plus grande surface pour se nourrir. Je n'ai pas très bien compris, mais j'ai appris !

Le plus drôle (?) est que tout cela a été affirmé devant de très sérieux scientifiques. Mais, il est vrai que j'avais fait l'erreur de préciser qu'il y avait un journaliste dans la salle.

Antoine REILLE.

VIE ASSOCIATIVE



LES AMIS DE LA TERRE QUITTENT LA FFSPN

L'Assemblée Générale des Amis de la Terre, réunie les 1er et 2 novembre 86, a décidé de ne pas renouveler l'adhésion à titre de membre associé de leur association à la FFSPN.

"Cette décision, précise Pierre SAMUEL, leur Président, n'est motivée par aucun désaccord de fond, mais par quelques difficultés de fonctionnement. Il nous a, en effet, semblé, ajoutait-il, qu'une expression plus pluraliste des défenseurs français de l'environnement était souhaitable".



VIENT DE PARAÎTRE

Le Plan Comptable des Associations vient de paraître à la Documentation Française.

Elaboré par le Conseil National de la Vie Associative avec l'aide technique du Secrétariat Général du Conseil National de la Comptabilité.

Il répond à deux volontés :

- intégrer la spécificité de la gestion associative dans l'application du plan comptable général,
- harmoniser les plans comptables applicables aux associations, afin que les exigences administratives des différents organismes (Ministères, collectivités locales et territoriales, CAF.) en cette matière soient identiques.

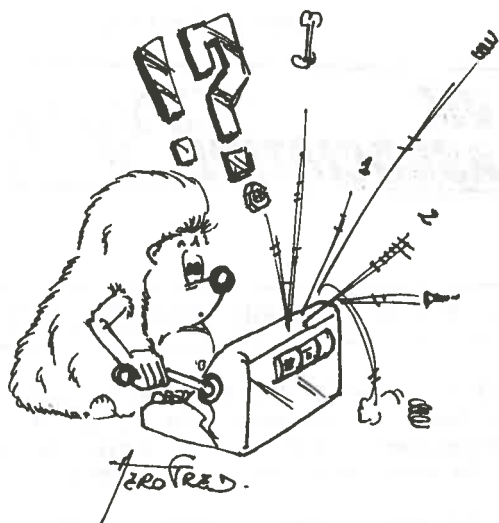
C'est ainsi que ce document servira de base à l'ensemble des ministères dans l'élaboration des directives qu'ils adopteront relatives à la présentation des comptes des associations.

Il concerne donc l'ensemble des Associations.

On peut se le procurer au prix de 50,00 F

soit chez votre libraire habituel
soit par correspondance :

Documentation Française- Service VPC
124, rue Henri Barbusse
93308 AUBERVILLIERS CEDEX



LE TOUR DE FRANCE DES VARIÉTÉS FRUITIÈRES

Au verger, il est temps de planter

Il existe de très bonnes et nouvelles variétés adaptées au verger d'amateur, alliant qualité gustative, diversité et résistance aux maladies.

Jacques HUET et René BERNHARD (cf lettre du Hérisson n° 54 p.5) peuvent vous aider à choisir selon vos goûts, vos besoins et votre région.

Il existe aussi des "variétés de pays" qui dans certaine petite région, ont fait leurs preuves. Louis CHASSET (1947-48) a dressé une liste des variétés locales de pommes à couteaux, par la quasi totalité des départements. Ces listes sont disponibles (contre deux timbres) auprès de Pierre GUY- FFSPN, 4, rue de la Rangonnaire 86600 LUSIGNAN.

Parmi d'autres, voici quelques adresses pour acheter des variétés de pays :

- Ecomusée de la Grande Lande - 40360 SABRES
- Pépinières Claude Paquereau- 85240 FOUSSAIS PAYRE
- Pépinières Rhône Alpes - 01440 VIRIAT
- Pépinières DAGANAUD DUPARC- 16130 MONTAUBAN

Il existe enfin des pépiniéristes locaux qui sortent des sentiers battus. Ils sont de bon conseil et peuvent même souvent vous greffer la variété que vous cherchez.

Pour terminer deux adresses :

. Association des croqueurs de pommes
B.P 7
Place d'Armes- 90016 BELFORT CEDEX

. Parc National Port Cros
50, avenue Gambetta
83400 HYERES

Pierre GUY

